



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

ouverture le dimanche

Question écrite n° 103503

Texte de la question

M. Damien Meslot attire l'attention de M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales sur la généralisation de l'ouverture des magasins le dimanche. En effet, l'ouverture généralisée des commerces le dimanche est régulièrement évoquée et une telle mesure suscite l'inquiétude du monde de l'artisanat. À la différence des grandes surfaces qui ont plus grande souplesse en matière de recrutement, les entreprises artisanales, majoritairement familiales, ne disposent pas des mêmes moyens pour remplacer leurs salariés pendant leurs jours de congés. En outre, la réduction du temps de travail offre une plus grande disponibilité aux salariés consommateurs qui disposent de temps supplémentaire pour effectuer leurs achats. Ils ne sont plus contraints de faire leurs achats le week-end et ils peuvent le consacrer aux loisirs ou à la culture. Enfin, une réflexion sur l'ouverture dominicale de tous les commerces ne saurait intervenir sans aussi reconsidérer le rôle des services publics. Si l'ouverture des commerces le dimanche correspond véritablement à une évolution de la société, il conviendrait également que les administrations et les services publics s'adaptent et répondent à cette évolution. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui faire part de sa position sur l'ouverture généralisée le dimanche des commerces.

Texte de la réponse

La règle du repos dominical est profondément ancrée dans notre société. Elle a plusieurs justifications, notamment la protection de la vie familiale, le dimanche étant souvent l'un des seuls jours où la famille peut se réunir, mais aussi la préservation du petit commerce. En effet, un petit commerçant n'a pas les mêmes moyens pour ouvrir tous les dimanches qu'une grande surface. La loi prévoit déjà de nombreuses possibilités de dérogations à cette règle du repos dominical, que les acteurs locaux peuvent utiliser ou non, selon leurs besoins : pour le commerce alimentaire de détail jusqu'au dimanche midi, à condition qu'un arrêté préfectoral pris sur la base d'un accord collectif ne prévoit pas le contraire ; pour certains secteurs dans lesquels l'ouverture le dimanche est nécessaire à une vie économique et sociale minimale. À ce titre, un décret du 2 août 2005 a récemment élargi cette dérogation permanente à des secteurs comme l'assistance informatique, la surveillance, les ports de plaisance, la location de vidéo ou la jardinerie ; dans les zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente, pour les magasins vendant des biens et services destinés à faciliter l'accueil du public ou ses activités de détente ou de loisir d'ordre sportif ou culturel ; un contingent de cinq dimanches par an peut être ouvert par arrêté municipal. Des ajustements techniques peuvent probablement être apportés, notamment pour clarifier certaines dérogations devenues excessivement complexes. Le Premier ministre a saisi le conseil économique et social (CES) de cette question afin d'associer l'ensemble des partenaires à cette réflexion. Dans son rapport, le CES réaffirme le principe selon lequel l'ouverture le dimanche doit être encadrée par une législation spécifique. En outre, il propose la libéralisation des ouvertures dominicales dans les zones touristiques, la possibilité pour les commerçants de choisir les dates d'ouverture pour les cinq dimanches sans autorisation préalable et, enfin, pour les commerces alimentaires l'adaptation de l'évolution des horaires d'ouverture le dimanche aux modes de vie. À partir de ces propositions, le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales présentera prochainement des

mesures concrètes.

Données clés

Auteur : [M. Damien Meslot](#)

Circonscription : Territoire-de-Belfort (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 103503

Rubrique : Commerce et artisanat

Ministère interrogé : PME, commerce, artisanat et professions libérales

Ministère attributaire : PME, commerce, artisanat et professions libérales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 septembre 2006, page 9521

Réponse publiée le : 27 mars 2007, page 3167